



« *Changer la gauche pour changer la France* »

Discours de Dominique Strauss-Kahn

Alfortville – 4 octobre 2006

Mes amis, bonsoir à tous. J'aurais aimé vous saluer tous individuellement, mais ce serait difficile ! Je vais le faire en saluant une seule personne qui vous représente tous ici : le maire d'Alfortville, qui nous accueille, René Rouquet.

Eh bien voilà, je suis candidat.

Je suis candidat, n'en déplaise à tous ceux qui, depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, me disent que je ne serai pas là le moment venu.

Je suis candidat, comme je vous l'avais dit, à l'heure que j'avais dite.

Je suis candidat pour vous conduire dans une grande bataille. C'est la plus importante, sans doute, de celles que nous avons menées ensemble depuis 1981. C'est la plus importante parce que c'est la première grande bataille qui marque véritablement l'entrée dans le XXIème siècle, à un moment où notre pays doit choisir quelle voie il veut emprunter pour les cinq ans, les dix ans, les quinze ans à venir ! Quelle doit être son orientation, quel est le choix de société qu'il fait ? Choix que nous n'avons pas fait depuis 1981. Ni en 1988, ni en 1995, ni, dans une certaine mesure, en 1997.

C'est aussi peut-être la plus importante des batailles présidentielles depuis 1981, parce que nous changeons d'époque. Le Parti socialiste tel que François Mitterrand l'avait reconstruit en 1971 a atteint les objectifs qu'il s'était fixé. En 1981, en 1988, en 1997. Maintenant, nous entrons dans une nouvelle époque. C'est la plus importante aussi, parce que les enjeux, nationaux, internationaux, n'ont jamais été aussi graves.

Ainsi, je suis candidat, pour vous conduire dans cette bataille. Dans cette bataille où, ensemble, nous voulons changer la vie de ceux qui souffrent, dans cette bataille dont l'objectif est unique : en 2007, battre la droite !

Mais un candidat, c'est d'abord un homme. Et un homme, c'est le produit d'une vie. Une vie où j'ai été formé dans une famille de gauche, avec un père et une mère libres-penseurs. Une vie où je me suis engagé jeune. Engagé volontaire dans le combat contre l'injustice. Une vie de fidélité, derrière François Mitterrand d'abord, et aux côtés de Lionel Jospin ensuite. Une vie comme toutes les vies. Une vie avec des succès. Une vie avec des échecs. Une vie où j'ai connu la chaleur de l'amitié et aussi, parfois, la fêlure de la trahison. Une vie qui fait un



homme, mais pas n'importe quel homme. Une vie qui fait un homme de gauche sûr de son expérience, qui peut être, plus encore maintenant, devant vous, sûr de ses convictions.

Une vie militante, comme la vôtre. Une vie née du rêve enfantin de transformer le monde.

Un rêve sans lequel on ne fait jamais rien de grand. Un rêve qui est celui de tous les militants socialistes : changer la vie. Il n'y a rien de plus noble que ce combat politique là. Ne vous laissez pas atteindre par tous ceux qui vous disent à longueur de journée que la politique c'était pour hier, qu'elle n'est pas capable de changer les choses, que le combat politique ne vaut pas la peine.

Vous êtes des militants. Vous êtes des militants politiques. Vous êtes des militants de gauche. Et cette fois-ci encore, pour l'élection présidentielle qui s'annonce, vous allez être la force qui va faire changer le monde.

Un homme qui fait de la politique, c'est un homme qui conteste le monde dans lequel il vit. Qui veut changer son équilibre. C'est un homme ou une femme qui fait l'Histoire. Faire de la politique est une incursion volontaire dans l'Histoire. C'est une ambition folle. C'est la même qui nous anime tous.

La même que celle aujourd'hui d'un candidat à la présidence de la République, mais qui hier collait des affiches pour un candidat aux cantonales. C'est la même ambition qui nous anime à toutes les étapes de notre combat. C'est une ambition un peu prométhéenne. Mais Prométhée n'est jamais loin des militants parce que Prométhée est comme le militant : il veut transformer le monde.

C'est notre raison d'être. La raison de notre combat. La raison pour laquelle nous sommes ici ce soir. La raison pour laquelle vous passez les samedis et les dimanches à aller convaincre les gens, à distribuer des tracts sur les marchés. La raison pour laquelle vous avez mené des campagnes - vous en avez gagnées, et parfois, vous en avez perdues. La raison qui vous fait bouger. La raison qui vous fait vous lever le matin quand vous avez du mal : c'est que ce monde nous voulons le changer.

Nous sommes des hommes et des femmes qui voulons changer le monde et qui allons le changer.

Certains ont payé de leur sang la chance que nous avons aujourd'hui de mener ce combat dans un cadre démocratique. Cela n'a pas toujours été le cas.

Certains ont combattu cachés dans les caves, poursuivis par des polices autoritaires. D'autres ont été, la poitrine nue, sur les barricades. Des combats ont été menés tout au long de l'Histoire, depuis la Révolution française à celle de 1848, depuis la Commune à la Résistance pour que nous puissions vivre libres et que nous puissions exprimer des idées politiques et les faire avancer. C'est cela, tous ces luttes que je veux, ce soir, au début de ce combat, saluer devant vous.

Nous tous ici, nous reprenons ce soir leur itinéraire.



Venez avec moi. Je vous invite.

Je vous invite à une bataille pacifique, mais à une bataille déterminée. A une bataille politique, pour qu'ensemble nous soyons capables dans sept mois – dans sept mois seulement !- de construire dans notre pays, en France, un monde nouveau, un monde différent, où les industries ne disparaîtront pas du jour au lendemain, et où notre travail de tous les jours sera la mise en œuvre de nos convictions les plus intimes.

Un monde qui va changer. Qui va changer la vie de ceux qui souffrent. C'est cela que, pour commencer, je vous promets.

*
* *

Voyez-vous, ma vie aurait pu être différente. J'aurais pu choisir de jouir de ma chance. Je suis issu des classes moyennes : un père instituteur d'abord, puis conseiller juridique à force de cours du soir ; une mère journaliste populaire, au journal de la SFIO. J'ai vécu une enfance à l'écart des grandes détresses.

J'aurais pu profiter de la République, de cette liberté, de cette égalité, que nous avons reçue en héritage, sans avoir eu besoin de combattre pour l'obtenir. Mais j'ai fait, comme vous, un autre choix.

Comme d'autres, issus du même milieu, j'ai fait le choix de me battre. J'ai fait le choix de me battre pour changer la vie de ceux qui ont eu moins de chance.

Et être candidat, aujourd'hui, c'est évidemment s'attendre à plus de servitude que de facilité. Mais c'est vouloir surtout rendre à la France ce qu'elle m'a donné. Et c'est me préparer à servir, plus encore demain que par le passé, les Français.

Servir les Français, c'est servir les valeurs de la France. Ces valeurs que l'on voit tous au travers de notre drapeau dont les trois couleurs reflètent les trois mots de notre devise : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Mais je veux les servir entremêlés aux valeurs de la gauche, comme en une sorte de tresse qu'aurait constituée l'Histoire et qui fait que l'histoire de la République, l'histoire de la gauche sont aujourd'hui dans notre pays totalement indissociables.

La liberté ! Oui, la liberté ! Mais la liberté ordonnée. Pas la liberté du plus fort, qui permet d'écraser les plus faibles. Pas la liberté de celui qui a de l'argent, et qui permet de contraindre celui qui n'en a pas. La liberté qui libère. Pas la liberté qui opprime. Pas celle qui conduit à exiler des hommes, des femmes, et parfois mêmes des enfants dans la misère ou dans la rue.

Comme à Cachan, ces jours-ci, où l'action du chef de la majorité aujourd'hui au pouvoir fait que des hommes, des femmes, et des enfants avec eux, seraient laissés dans la misère, dans la rue, sous la pluie - s'il n'y avait pas un homme, le maire de Cachan, Jean-Yves Le Bouillonnet, qui est aujourd'hui - je le dis sans emphase - l'honneur de la gauche et notre honneur à tous.



La liberté d'un côté, et l'égalité, bien sûr ! Oui, l'égalité. Mais l'égalité réelle ! La République ne peut pas se défaire de son devoir d'égalité . Faire semblant de donner à chacun la même chose, comme si elle restait cachée derrière un voile qui l'empêche de voir qu'il y a des inégalités sociales dans l'accès à l'école ou dans l'accès à la santé.

La situation de chacun n'est pas la même. Il faut lever le voile. Faire en sorte que nous allions vers une égalité réelle pour que, dans les territoires où sont accumulées les plus grandes inégalités, nous fassions un effort supplémentaire pour que les destins de ces enfants ne soient pas définitivement condamnés. Nous ne pouvons nous contenter de l'égalité formelle !

Ce que nous voulons, nous socialistes, ce n'est pas faire semblant de nous battre pour des valeurs et des théories abstraites. C'est nous battre pour que nos valeurs deviennent réalité. Alors, de l'égalité formelle, qui a été le premier pas, portée par les « hussards de la République » à la fin du XIX^{ème} siècle, il faut maintenant passer à une autre étape.

Cette étape, c'est l'égalité réelle, parce que nous savons que ce sont les inégalités territoriales, aujourd'hui, qui concentrent les plus grandes misères.

Et la fraternité, bien sûr ! La fraternité, oui ! Mais la fraternité laïque, pas celle où l'on laisse les pressions religieuses prendre le pas sur l'ordre républicain. Je ne suis pas d'accord, je vous le dis, avec ce qu'a écrit sur l'Islam ce professeur de philosophie. Mais la liberté d'expression est pour nous tous un talisman et aujourd'hui Robert Redeker a droit à la protection de la République.

On dit souvent que l'on ne peut pas servir deux maîtres. Et bien moi, je choisis d'en servir deux : la République, et la Gauche !

Parfois, je m'interroge : « ça doit être dur, d'être de droite ? » Cela doit être dur pour le candidat de la droite, aujourd'hui au gouvernement, chef de l'UMP, lorsqu'il voit une mère voler dans un supermarché parce qu'elle n'a pas de quoi nourrir son enfant, et être condamnée. Peut-être qu'il se console en se disant que, bien sûr, il fait le malheur des uns, mais que, de l'autre côté, il a fait le bonheur des autres en instaurant le bouclier fiscal qui permet à ceux qui payent l'ISF d'en payer finalement un peu moins.

Cela doit être dur, parfois, d'être de droite, lorsque l'on voit, comme à Calais, après la fermeture du centre de Sangatte, les enfants, parfois sans chaussures, marcher dans la boue. Peut-être qu'il se réveille la nuit. Peut-être que cela l'empêche de dormir. En réalité, je ne le crois pas.

Parce que les hommes et les femmes de droite croient à l'ordre naturel. Ils croient qu'il est donné qu'il y ait des inégalités. Ils croient qu'il est donné qu'il y ait des riches et des pauvres, que des hommes et des femmes passent par pertes et profits. Et bien nous, c'est cela que nous refusons, parce que nous sommes la gauche !

Mais il ne suffit pas de l'affirmer, il faut aussi le montrer dans les réponses que l'on apporte aux problèmes des Français.



Je veux, avec vous, le montrer dans quatre discours que je ferai au cours des six semaines de campagne à venir. L'un sur le modèle économique et social que nous voulons. l'autre sur la société qui doit être la nôtre. Le troisième sur les institutions dont nous avons besoin. Le quatrième enfin sur l'Europe que nous devons construire.

Ce soir, pour commencer, je veux vous dire quelle gauche nous voulons. Quelle gauche, moi, je vous propose.

Lionel Jospin, en 1997, avait dit : « nous avons changé la France, et la France nous a changés ». Oui, la France nous a changés.

Bien sûr, la gauche ce sont des valeurs : le travail, la justice, la solidarité. Mais la gauche, ce sont aussi des actions.

Les valeurs sont vaines, qui ne changent pas la réalité. Ces valeurs sont intangibles. Ce sont les mêmes que celles de nos pères et de nos grands-pères, quand ils se battaient comme je l'évoquais tout à l'heure. Mais les instruments sont différents. Parce que le monde a changé. Parce que ce que nous voulons faire bouger, ce n'est plus exactement la même chose. Parce que les solutions à apporter aux problèmes des Français sont des solutions à des problèmes nouveaux.

Et l'instrument nouveau, celui dont nous avons besoin aujourd'hui en France, je vous le dis comme je l'ai prononcé depuis plusieurs semaines, c'est la social-démocratie.

La social-démocratie, pourquoi ? D'abord, parce que dans social-démocratie, il y a social, et que la gauche, ce sont les progrès sociaux. Je veux saluer avec vous ce soir ceux qui ont mis fin au travail des enfants, ceux qui ont permis la mensualisation des salaires, ceux qui ont légalisé le droit de grève, ceux qui ont inventé les congés payés, ceux qui ont voulu le salaire minimum, ceux qui ont organisé la réduction du temps de travail. C'est notre héritage, c'est nous qui l'avons voulu !

Ce soir, devant vous, je m'engage, et au-delà de vous, devant tous les socialistes, et au-delà des socialistes, devant tous les Français. Je m'engage à renouer avec cette gauche-là. La gauche que nous devons construire, elle est dans la droite ligne de ce qui a été fait avant nous.

C'est d'abord la gauche de la sécurité professionnelle, qui mettra fin à la société précaire.

C'est la gauche de la feuille de paie, celle qui lutte contre la misère – personne ne le fera sans nous.

C'est la gauche de la gratuité des soins pour les enfants d'âge scolaire parce qu'après l'on ne peut plus corriger les inégalités de destin.

C'est la gauche de la protection sociale : l'assurance-maladie sauvée, les retraites assurées, ce qui est notre héritage et qu'il faut porter plus loin.



Mais on ne peut pas ramener la politique simplement à des slogans. Ils font vibrer un jour, ils déçoivent le lendemain, et à la fin ils détruisent la confiance que l'on peut avoir dans l'avenir.

Alors il faut le dire : si nous ne voulons pas que ce que nous disons ne soit que des slogans, il faut accepter de dire que notre tâche c'est aussi que notre économie fonctionne, que les gens travaillent, que les salaires soient distribués. Rien ne sera possible, aucun programme politique ne pourra être réalisé si nous ne sommes pas capables de remettre demain la France au travail, de faire que le nombre de chômeurs diminue, que la croissance revienne, et, avec elle, le pouvoir d'achat. Rien de ce que nous voulons faire, rien de ce que diront les uns et les autres, à gauche comme à droite, aucune des promesses faites aux Français n'aura de réalité sans cela. Elles resteront slogans. Elles resteront paroles vides. Au bout du compte, elles détruiront l'espoir dans la politique si nous ne sommes pas capables, une fois la gauche revenue au pouvoir, de faire en sorte que notre économie reparte, comme nous avons su le faire en 1997, en rétablissant la confiance.

Moi, vous me connaissez, je ne veux plus d'une gauche qui prétende qu'elle peut redistribuer avant même d'avoir produit. Il faut que la gauche soit capable de faire marcher le monde dans lequel nous sommes.

L'économie de marché n'est pas ce que nous préférons. Nous préférons quelque chose de plus solidaire. Mais nous ne savons pas faire marcher autre chose que cette économie-là.

Alors, traitons-la, modifions-la, introduisons des contrepoids, des contre-pouvoirs ! Faisons en sorte que la richesse soit là. Et quand la richesse est là, alors, parce que nous sommes la gauche, parce que nous voulons une répartition différente, nous saurons faire en sorte que ceux qui en ont besoin aient plus, que ceux qui souffrent soient aidés !

Au bout du compte, dans un pays comme le nôtre, où malheureusement des inégalités demeurent, je veux que chacun que chacun d'entre nous puisse le soir se coucher, quand la gauche est au pouvoir, en se disant : « aujourd'hui encore, j'ai travaillé à faire reculer les inégalités » qui sont pour moi le ver dans le fruit de notre société.

Je veux que demain la gauche fasse que la France soit riche, qu'elle soit innovante, qu'elle soit créatrice, parce que c'est la condition pour que la France soit grande.

Et il faut que la France soit grande pour que la France soit juste. Voilà à quoi je vous invite : une France plus grande et une France plus juste.

Il faut du social. Le social, c'est l'objectif. Mais il nous faut la démocratie. La démocratie, c'est la méthode.

Nous savons, depuis Jaurès, depuis Blum, depuis Mitterrand, depuis Jospin, que le socialisme, c'est l'approfondissement de la République. Pas la réification de la nation. Bien sûr, nous sommes tous patriotes ! Profondément patriotes ! Parce que la France n'est pas un pays comme les autres.

Quand nos partenaires européens nous regardent et que nous leur disons cela, ils sourient, et parfois se moquent. Ils ont raison de se moquer, nous ne sommes pas supérieurs aux autres.



Mais, ils ont un peu tort quand même. Parce que nous sommes différents. Parce que la France, c'est autre chose. La France, de son histoire lointaine, de sa révolution il y a deux siècles, porte des valeurs universalistes, porte des valeurs que nulle part ailleurs un peuple dans son entier n'a pu de la même manière apporter au monde. La France est fière de cette identité-là.

Cette France-là, nous voulons la défendre, et c'est pour cela que nous sommes patriotes. J'aime la France. Je veux la protéger. Je veux la faire respecter. Mais je connais les dangers du nationalisme !

C'est pour cela que, comme vous, je veux une France généreuse. Une France ouverte au monde. Si le socialisme ignorait la nation, il ferait l'impasse sur une grande partie de notre histoire. Mais, si le socialisme se réduisait à être national, il n'aurait plus de sens, il oublierait nos valeurs. Et ce n'est pas mon socialisme. Mon socialisme est, aussi, un internationalisme !

Mais, la démocratie comme méthode, cela veut dire être capable de remettre la démocratie en mouvement. Et cela suppose un nouveau rôle pour chacun des partenaires de cette démocratie.

Un nouveau rôle pour les syndicats, auxquels il faut permettre, lorsqu'ils ont négocié quelque chose, que cela rentre en application dans les faits. Bien sûr, cela suppose des règles de représentativité renouvelées, des accords majoritaires. Mais tout cela, on le fera ! Ce qu'il faut, c'est que le rôle du contrat, lorsqu'il est signé entre les partenaires sociaux, devienne quelque chose que la nation accepte. Que le dernier mot reste à la loi, je le veux bien ! Mais la redéfinition des rapports entre le contrat et la loi, la possibilité pour ces corps intermédiaires que sont les structures syndicales de faire avancer le droit du travail, de participer à la renégociation des revenus, de la formation professionnelle, des carrières, de la santé au travail : cela doit leur être donné. Car nous voulons des syndicats qui soient des éléments du travail démocratique.

La démocratie comme méthode, cela suppose aussi la redéfinition du rôle des collectivités territoriales. Nous avons hérité de Napoléon d'une France centralisée. La gauche – François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre en 1981 – a porté pour la première fois le fer et a créé le début d'une République territoriale. Maintenant la deuxième étape est nécessaire et ce qu' a fait Jean-Pierre Raffarin n'a en rien fait avancer le débat.

L'étape dans laquelle nous devons entrer maintenant, c'est donner aux départements, aux régions, aux communes, des responsabilités nouvelles et en face – et c'est là la différence avec la réforme conduite par la droite – les moyens d'y subvenir. J'ai fait des propositions en ce sens. Que tout ce qui est concerne les universités soit confié aux régions et qu'en échange un point de TVA leur soit donné pour leur permettre de financer cela. Oui, il faut que les partenaires de la République aujourd'hui soient autonomes, soient plus puissants, plus impliqués dans la vie des citoyens.

La démocratie en mouvement, le renouveau de ses acteurs, c'est évidemment aussi redonner vie à l'Assemblée Nationale. L'Assemblée Nationale, c'est le contre-pouvoir de l'exécutif – ou ça devrait l'être ! Mais la Vème République a parfaitement réussi : elle a voulu étouffer le Parlement . Elle y est parvenue. On vient de le voir ces jours-ci avec le texte sur Gaz de France : il y avait à l'Assemblée une majorité pour rejeter ce texte. La gauche n'en voulait pas ; l'UDF n'en voulait pas ; une bonne partie des députés de l'UMP n'en voulait pas. Il y



avait une majorité pour dire non, mais le carcan dans lequel est enfermée aujourd'hui notre République empêche que l'expression des parlementaires puisse aller à son terme. Alors il faut redonner du pouvoir à l'Assemblée nationale pour qu'elle soit un vrai contrepoids à l'exécutif.

Cela passe - nous le savons et c'est dans le projet socialiste - par un mandat unique pour les députés. C'est la pierre angulaire du processus de rénovation. Des parlementaires plus présents à l'Assemblée nationale ce sont les parlementaires plus aptes à utiliser les pouvoirs qu'ils ont de participer aux commissions d'enquête. Plus apte à disposer leur pouvoir de rapporteur. Cela peut ne pas suffire. Il faudra d'autres réformes mais cela commence par une réforme principale : avoir des députés qui sont là à plein temps, , non pas pour faire la loi de temps en temps et surtout s'occuper de leur collectivité territoriale – ce que je comprends, que je reconnais et que, parfois, j'ai fait moi-même – mais des députés qui sont là pour contrôler l'exécutif.

On n'a pas besoin de passer pour cela à une VI^e république mais, si ce nom plaît, on peut l'adopter. Peu m'importe. Ce qui compte aujourd'hui, c'est de redonner à notre Assemblée nationale un véritable pouvoir de contrôle sur l'exécutif.

Les syndicats, les collectivités territoriales, l'Assemblée nationale... A ceux-là, il faut ajouter un quatrième acteur de notre démocratie : le président de la République. Je ne veux pas, je ne veux plus d'un président de la République qui ne soit qu'une vigie. Il faut qu'il soit un capitaine. Je ne veux plus d'un président de la République qui soit un arbitre. Il faut qu'il soit un joueur. Il faut qu'il agisse, il faut qu'il intervienne, il faut qu'il porte une politique – comme cela se passe ailleurs : comme le président des Etats-Unis, comme le Premier ministre britannique, le chancelier allemand. Ils sont chacun président, Premier ministre, chancelier, et pourtant ils portent une politique. Ils ne sont pas éthérés au-dessus de la vie nationale, se comportant comme un arbitre et, parfois, il est vrai, comme un mauvais arbitre.

Car, dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, beaucoup des décisions qui nous concernent – vous le savez – se tiennent dans de grandes réunions internationales, au G8, au Conseil européen... C'est le président de la République qui y est présent. Or, s'il n'a pas entre les mains la possibilité de décider, s'il n'a pas des convictions suffisamment affirmées sur la politique qu'il veut conduire, s'il n'a pas la force de conviction nécessaire pour convaincre ceux qui sont avec lui, alors, la France ne compte pas. Alors, la France s'éteint. Alors, la France disparaît. C'est cette situation-là que nous vivons aujourd'hui.

Ce rôle n'est pas celui des conseillers. Les conseillers sont utiles, mais si nous élisons un président de la République, c'est pour qu'il dirige le pays. Cette conception est la seule qui puisse permettre aujourd'hui, dans les enceintes internationales où se décide une bonne part de notre avenir, de redonner son rang à la France. Je crois être le seul, à ce que j'entends et à ce que je lis, parmi les candidats de notre parti, à défendre cette conception. Et pourtant je la crois tellement essentielle. Le temps est passé d'un président qui serait un monarque. Le temps est venu d'un président qui dirige ce pays.



La social-démocratie, c'est le social comme objectif et la démocratie comme méthode. Mais la social-démocratie, c'est aussi le compromis. Oh ! le vilain mot : le compromis ! Non, ce n'est pas un vilain mot ! C'est une belle idée, une grande idée pour tous ceux qui, comme moi, ne font pas du conflit l'alpha et l'oméga de la vie politique. Compromis avec nos alliés, d'abord. Je ne partage pas – ce n'est pas une révélation – la philosophie politique du Parti communiste. Mais je me refuse à considérer dans notre pays les communistes comme les porteurs d'eau du Parti socialiste. Je ne partage pas, loin s'en faut, certaines conceptions de l'écologie politique. Mais je reconnais que les Verts ont su faire en sorte que partout dans notre pays, aujourd'hui, l'idée du développement durable a fait sa place et que personne n'envisage l'avenir sans prendre en compte ce que l'écologie politique a apporté dans notre débat. Je n'ai pas la même origine que les Radicaux, mais je ne les tiens pas pour quantité négligeable.

Alors il faut un accord de gouvernement. A beaucoup de ceux qui peuvent nous écouter à l'étranger, dans les social-démocraties qui vivent depuis longtemps, cela paraîtra tellement évidemment. Mais pour nous, c'est assez novateur parce que finalement nous avons vécu deux périodes différentes. La première, celle de la deuxième moitié des années 70, celle qui nous a conduit à 1981, c'était celle d'un lien organique, pratiquement, entre le PC et le PS, fait de passions et de ruptures. Cette histoire est révolue, elle est derrière nous. Puis nous avons vécu une autre période, celle des accords de raison : c'était la gauche plurielle. Cela nous a permis de gagner mais cela ne nous a pas permis de durer.

Ce que je propose à nos partenaires, c'est un contrat de gouvernement car il vaut mieux un compromis durable qu'une suite de faux-semblants qui, au bout du compte, ne mènent à rien.

Si les militants de notre parti veulent que je sois leur candidat, alors, sitôt désigné, je verrai les responsables de ces formations pour que nous soyons capables, à partir de nos positions, de notre identité – car nous sommes la colonne vertébrale de la gauche – de faire les pas nécessaires pour trouver les bases d'un contrat de gouvernement. Je ne veux pas de ces alliances qui sont fondées sur des échanges de sièges et sur des facilités électorales. Que l'accord de gouvernement conduise à permettre à nos alliés d'être élus, comme il nous permette à nous-même d'être élus parfois bien sûr. Mais ce sont d'abord les idées, le programme, la vision commune qui doivent l'emporter.

La social-démocratie, c'est le compromis avec nos alliés, mais c'est aussi le compromis dans la société. Parce qu'un pas en avant est toujours bon à prendre. Il ne faut jamais refuser d'avancer quand cela sert les intérêts de ceux qui nous défendent, les idées auxquelles nous croyons. C'est pour cela que j'ai défendu en son temps le traité constitutionnel. Il n'était pas très bon, mais il y avait des avancés. Cela n'a pas été l'avis de la majorité des Français. Donc il est derrière nous. Selon moi, il n'y avait pas de recul et quand il y a quelque chose de positif, il faut le prendre. Quand quelque chose peut servir les plus défavorisés, les couches moyennes, le monde du travail, le salariat que nous représentons, alors il faut le prendre. Par quel purisme repousserions-nous ce qui peut améliorer la vie de centaines de milliers de Français au motif qu'il faudrait faire dix pas en avant et qu'on ne nous en propose seulement un. De quel droit, nous qui sommes les élus, nous qui espérons porter à la tête de l'Etat un socialiste, nous refuserions-nous à ceux qui souffrent une avancée, une amélioration même modeste au motif que, dans l'idéal, dans notre rêve, nous voudrions aller plus loin ? Je n'ai



pas ce purisme-là. Il ne faut rien faire qui fasse reculer, il faut toujours prendre les avancées lorsqu'elles sont présentées. C'est cela aussi la social-démocratie.

On est loin de la révolution rêvée. On est loin du grand soir où tout change d'un seul coup. Il est tellement grand et tellement lointain qu'il n'arrive jamais. Moi je veux, pas à pas, étape par étape, faire que dans notre pays les hommes et les femmes qui souffrent aillent mieux, que les enfants qui ont du mal à aller à l'école, alors qu'ils ont des talents et font des efforts, puissent progresser. Je veux arrêter de voir dans les banlieues de jeunes enfants qui ont déjà des dents gâtées et qui seront incapables plus tard de retrouver la santé qui est l'apanage de la majorité des Français. Je veux que les petits pas que nous pourrons faire, chaque fois qu'ils améliorent la vie d'un seul enfant, nous les fassions. C'est cela aussi la social-démocratie.

Que Certains viennent pas me chercher avec les grands auteurs ! C'est bien Karl Marx lui-même qui expliquait que « un pas en avant vaut mieux que mille programmes ». Gardez cela à l'esprit, cela vous servira dans les débats !

Alors, nous allons mettre la société en mouvement. Nous allons mettre la gauche en mouvement. Nous allons mettre le Parti socialiste en mouvement. Et moi je veux – et je sais que vous le voulez aussi –, je veux une gauche qui dure. Je veux une gauche qui reste au pouvoir. Non pas par goût du pouvoir. Simplement parce que la gauche quand elle est réformiste, la gauche quand elle avance étape par étape, il lui faut du temps pour que ses réformes entrent dans les faits. Moi, je ne veux pas que ce que nous faisons dans les trois premières années puisse s'enraciner mais que ce que nous faisons dans les deux dernières années d'un quinquennat, soit bousculé en cas d'échec, parce que cela n'aura pas eu le temps de pénétrer la société. Je veux, comme, nos amis allemands, nos amis anglais, et d'autres encore — ceux que nos politiques trouvent souvent trop droitiers — que la gauche en France soit capable de gagner une fois, de gagner deux fois, de gagner trois fois, et c'est à cela que je vous invite.

Parce que nous sommes des réformistes et aussi parce que nous sommes des socialistes ! Quel rapport me direz-vous ? Le rapport c'est l'éthique et la vérité. Le contrat que nous passons avec les électeurs lorsque nous sommes élus, c'est que nous allons faire ce que nous avons annoncé. Et si au bout du mandat, les électeurs nous disent : « non, rentrez chez vous ! », alors c'est que nous n'avons pas rempli le contrat que nous avons passé avec eux. Quand ils le disent une fois, peut-être il y a-t-il eu malentendu ; quand ils le disent deux fois, on doit s'interroger ; quand ils le disent trois fois - en 1986 par rapport à 1981, en 1993 par rapport à 1988, en 2002 par rapport à 1997 - nous devrions avoir honte de nous-mêmes. Nous devrions avoir la honte au front, de nous dire que trois fois nous avons été élus et trois fois, l'échéance venue, quand les Français nous ont jugés, nous avons échoué.

Je ne veux plus vivre cette situation-là. Je veux une situation dans laquelle la gauche est élue en disant ce qu'elle va faire, bien sûr en faisant rêver un peu de l'avenir, car il y a une part de rêve dans la politique. Mais surtout en remplissant, nous, élus, notre mission qui est de faire en sorte que ce rêve se réalise et qu'au bout du compte, lorsque nous avons fait notre parcours, les Français puissent dire : « oui, vous avez rempli votre contrat et nous revoterons »



pour vous ». Et bien, c'est à cela aussi que je vous invite : à un rapport nouveau entre la politique et la vérité.

Mes amis, je veux terminer par cette vérité. Car, si la politique a un sens, si elle est noble – comme je vous l'ai dit tout à l'heure –, elle doit s'incarner dans la vérité. C'est armés de cette vérité, de nos convictions, de votre force que nous allons, ensemble, partir pour cette bataille, pour battre la droite au printemps 2007.

Pour les temps qui viennent, pour les semaines qui sont devant nous – et derrière ces semaines, pour les mois qui nous séparent de l'élection devant les Français –, je veux vous faire deux promesses. La première, c'est celle d'une campagne sans concession, une campagne de celles qui mènent à la victoire. La seconde, c'est celle d'un retour à la vraie gauche, celle qui sait vraiment changer le monde, en profondeur, dans le sens que les socialistes ont toujours rêvé lorsqu'ils ont choisi l'engagement politique.

Mener le combat sans concession, battre la droite, faire revenir la gauche et que la vraie gauche, celle qui sait changer le monde soit active, voilà les promesses que je vous fais.

Mes amis, par-delà le toit de ce gymnase, je vois trois étoiles dans notre ciel politique : le socialisme, la République et la France. Ce sont ces trois étoiles qui doivent nous guider et c'est à ce combat que je vous invite maintenant au service du socialisme, de la République et de la France.